Indonésie: opposition croissante à l'industrie minière dans les aires protégées

La " Coalition contre l'industrie minière dans les aires protégées indonésiennes " a publié un communiqué pour exposer l'opposition forte et croissante que les activités minières rencontrent dans plusieurs secteurs. Cette coalition est composée de dix groupes : JATAM, WALHI-Friends of the Earth, Indonesian Center for Environment Law, WWF Indonesia, Kehati, Pelangi, Forest Watch Indonesia, MPI, POKJA PSDA, et PELA.

Les réactions contre les mines à ciel ouvert dans les forêts protégées proviennent de la société civile de Sumatra, Kalimantan, Java, Sumbawa Besar (Sud-Est indonésien) et Sulawesi. Elles incluent lettres de protestation, cartes postales, manifestations et déclarations des gouvernements provinciaux, d'étudiants, d'universitaires, de peuples indigènes, d'Indonésiens en général et de la communauté internationale.

L'opinion générale semble être que les choses sont allées trop loin dans le domaine de l'industrie minière. C'est pourquoi les projets de la compagnie minière canadienne Placer Dome, d'extraire de l'or dans les forêts protégées des montagnes Meratus, au Kalimantan du Sud - foyer des peuples Dayak et des orangs-outans - ont provoqué une lettre véhémente de protestation des représentants des Dayak, une manifestation, le 1er juillet, dans la capitale provinciale de Kalimantan du Sud pour demander au gouvernement provincial de rejeter les pressions de Placer Dome, et une déclaration dudit gouvernement exhortant le parlement national indonésien à ne pas permettre l'extraction minière dans la forêt protégée de Meratus. Il en était grand temps, puisque 44% des forêts des Dayak ont été dégradés en 12 années seulement !

A Palu, la capitale de l'île centrale Sulawesi, l'opposition communautaire systématique a inclus des protestations directement adressées aux plans de Rio Tinto et de Newcrest de construire une mine d'or dans le parc naturel protégé de Poboya. A la suite de ces actions, autant la Chambre de députés provinciale (le 2 juillet 2003) que le professeur Aminuddin Ponulele, gouverneur de Sulawesi Centrale, ont déclaré qu'ils s'opposeront à toute tentative du gouvernement central d'autoriser la mise en place du projet minier. La menace que représentent les métaux lourds, la poussière et d'autres déchets miniers pour le parc naturel protégé de Poboya et pour l'approvisionnement en eau des 200 000 résidents de Palu est un trop grand risque, suivant le gouverneur Aminuddin, dont les paroles ont été rapportées par le journal local Radar Palu le 3 juillet 2003 dans un article exigeant que la société PT Citra Palu Minerals, joint venture de Rio Tinto et Newcrest, abandonne la province de Sulawesi Centrale.

Même l'UNESCO (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture), habituellement apolitique, par l'intermédiaire de son bureau à Jakarta a lancé un appel aux comités parlementaires indonésiens qui étudient actuellement les projets miniers du gouvernement dans les aires protégées. L'UNESCO a envoyé une lettre concernant spécifiquement la petite île de Gag en Papouasie de l'Ouest, où BHP Billiton entend construire la mine de nickel la plus grande du monde et en déverser les déchets dans la mer. Un atelier international de l'UICN et l'UNESCO, tenu à Hanoi en février 2002, a choisi l'archipel de Raja Ampat, où se trouve l'île Gag, parmi les sept sites à

considérer pour la liste du Patrimoine mondial, sur 25 sites potentiels du Sud-Est asiatique, en raison de sa forte biodiversité : 505 espèces de corail (ce qui est énorme, et représente 64% de toutes les espèces de corail connues dans le monde), et 1 065 espèces de poissons (soit l'une des diversités de poissons les plus élevées de la planète). L'intervention de l'UNESCO porte un coup aux pressions de BHP Billiton pour modifier le statut des forêts protégés et à l'intention de la compagnie d'utiliser la méthode connue comme STD (par laquelle les déchets sont déversés dans l'océan) malgré son affirmation selon laquelle la compagnie se serait amendée après le désastre d'Ok Tedi en Papouasie-Nouvelle-Guinée. La mine d'Ok Tedi, propriété de BHP, a provoqué une contamination sévère et de longue durée du fleuve Fly ; les communautés locales ont porté l'affaire en justice et réussi à se faire payer des dommages et intérêts milliardaires.

De son côté, la communauté internationale a elle aussi réagi. Plus de 1 100 lettres, envoyées par des particuliers et des organisations de 43 pays, ont été adressées au président de l'Indonésie, M. Megawati, incluant des témoignages tels que celui de Beth Partin, qui avait entendu parler des projets d'expansion dans les forêts indonésiennes de la compagnie américaine Newmont : " J'habite près de Denver, Colorado, où se trouve le siège de Newmont. Au Colorado les dégâts provoqués par les mines sont une affaire quotidienne ; par exemple, le fleuve Alamosa a été empoisonné il y a plus d'une décennie par une fuite de cyanure, et après des années de nettoyage il commence seulement à donner des signes de vie ".

A ce jour, environ 6 000 jeux de trois cartes postales, l'une adressée à la Chambre de députés, l'autre au Département forestier et la troisième au ministre de l'Energie minérale et des ressources, ont été signées et envoyées par des Indonésiens pour exprimer leur appui aux mesures existantes de protection contre l'industrie minière. Des étudiants environnementalistes ont organisé des protestations devant l'ambassade d'Australie, indignés de l'appui que le gouvernement australien et autres gouvernements étrangers fournissent aux compagnies minières. Il y a eu aussi des manifestations devant la Chambre des députés et le Département forestier, et d'autres sont également prévues. Le 3 juillet 2003, les chefs de la section forêts de cinq universités prestigieuses : l'institut Bogor d'agriculture, l'université Gajah Mada, l'université Mulawarman, l'université Hasanuddin et les Groupes universitaires de Lampung, ont déclaré leur opposition à l'extraction minière dans les zones protégées. Les étudiants et les professeurs ont insisté sur la contribution économique de la foresterie durable et de la protection de l'environnement, qui, d'après le budget national de l'Indonésie, dépasse en importance celle de l'industrie minière et possède un fort potentiel encore intact.

Article fondé sur des informations tirées de: "Indonesia regional govts, civil society : More speak out for forest protection from mining", 13 juillet 2003, déclaration de la Coalition contre l'extraction minière dans les aires protégées indonésiennes, adresse électronique : inform@mpi.org.au , envoyé par Maurizio F. Ferrari, Forest Peoples Programme, adresse électronique : mfferrari@pd.jaring.my , http://www.forestpeoples.gn.apc.org/